

Les fonds en microfinance gonflent moins vite

08 JUIN 2016 21:01

Par Jean-Michel Lalieu

La microfinance est un outil de développement qui a désormais fait ses

preuves dans les pays moins avancés et les fonds d'investissement créés pour lui apporter des moyens ont connu un succès fulgurant. Le thème était au cœur du Midi de la microfinance ce mercredi.

En matière d'investissement, de plus en plus d'acteurs, privés comme institutionnels, cherchent des canaux pour investir de manière responsable. Apparus au début des années 1990, les fonds destinés à financer les institutions de microfinance (IMF) ont donc connu un succès croissant en deux décennies. Jusqu'à gérer aujourd'hui quelque 11 milliards de dollars d'actifs.

Un succès durable? Pour faire le point sur cette question, la 35^e édition des Midis de la microfinance, organisés par l'asbl Ada (Appui au développement autonome), avait invité deux responsables de fonds investis dans ce domaine. Un sujet important pour le Luxembourg qui compte 40 véhicules d'investissement en microfinance, contrôlant 50% des actifs globaux.

Martin Heimes est chargé d'investissement chez ResponsAbility, un fonds helvétique qui gère 3 milliards d'euros d'actifs, dont 1,7 milliard destiné au secteur de la microfinance. «Le secteur progresse toujours, mais à un rythme moins important depuis 2 ou 3 ans», observe-t-il. Dans certains pays, les acteurs peuvent désormais faire appel à des financements locaux.»

Une croissance impressionnante

Les véhicules d'investissement en microfinance ont en effet grandi à un rythme supérieur à 30% par an. En 2015, il est cependant retombé entre 10 et 15%. Administrateur délégué du Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF), Kaspar Wansleben observe, de son côté, une compétition entre institutions de microfinance qui n'existait pas il y a cinq ans.

Il pointe aussi une autre distorsion, celle du soutien financier offert aux différents types d'IMF. Les fonds apportent généralement des moyens aux IMF qualifiés de «Tier 1» – plus de 50 millions de dollars d'actifs – ou «Tier 2» – entre 5 et 50 millions. Les plus petites structures d'aide ne reçoivent que 6% du flux total. «Nous collaborons avec de plus petites structures qui, vu leur taille, ne peuvent pas encore compter sur l'épargne locale, et nous voyons qu'il y a encore beaucoup de travail à assurer», note Kaspar Wansleben.



La microfinance permet le développement de micro-entreprises dans les pays les moins avancés.

(Photo: Wikipedia)

La microfinance aura encore un rôle important à jouer pendant 20 ou 30 ans.

Martin Heimes, chargé d'investissement chez ResponsAbility

Partager

La question est donc désormais de savoir si les investisseurs qui se tournent vers la finance dite d'«impact», celle qui tient compte de critères sociaux, environnementaux et de gouvernance, ne vont pas, à l'avenir, favoriser d'autres secteurs, comme les énergies renouvelables.

«On peut effectivement imaginer qu'ils vont gagner en importance», analyse Martin Heimes. «Mais, même si elle est là pour remplir un vide, la microfinance aura encore un rôle important à jouer pendant 20 ou 30 ans.» Un avis partagé par le responsable du LMDF, qui pointe que les gens intéressés par la finance d'impact arrivent très souvent à la conclusion, après analyse des différentes options, «que les produits de microfinance sont les plus aboutis». ♦